

Urbanisme participatif et créatif



16 et 17 juin 2011
Busséol (63)



L'esprit des rencontres

Croisant les regards des différents acteurs (urbanistes, techniciens, architectes, chercheurs, élus mais aussi artistes, animateurs, médiateurs culturels ou porteurs de projets), ces rencontres ont été le lieu pour échanger sur les méthodes et pratiques associées aux démarches alternatives de programmation d'habitat, d'urbanisme et d'architecture. Mettre en lumière des expériences originales dans ce domaine et mettre en relation les acteurs concernés pour rechercher des solutions viables aux difficultés rencontrées : encore et toujours la « méthode RELIER »...

A l'origine

L'association **RELIER** s'est toujours intéressée à la place de la culture en milieu rural, et depuis 2008, l'association a tenté d'aborder cette question par l'angle de l'habitat. Des collectifs et associations engagés dans des démarches créatives et artistiques dans l'espace public (*De l'aire, Bruit du frigo, Les Moyens du Bord, Urgence de l'art, CMI, EXYZT, le collectif de la Remorque*) se sont retrouvés sur cette question : quelles intersections entre habitat et culture en milieu rural ? De rencontres en réunions, **RELIER, Pixel et De l'aire** ont décidé en 2010 d'organiser ensemble une rencontre sur l'urbanisme participatif et créatif.

Pixel, collectif d'architectes et d'artistes, investi depuis de nombreuses années dans le champs de la sensibilisation à l'architecture et à l'urbanisme, en interaction avec la création artistique, était un partenaire local privilégié, par sa pratique et ses réflexions. La proposition de co-organiser ces rencontres sur son territoire d'intervention à Busséol (63), s'inscrivait pour Pixel d'une part dans sa démarche de développement et d'implantation récente en milieu rural et d'autre part dans la continuité de ses rencontres organisées en 2007 à Marseille sur les pratiques socio-culturelles de l'architecture.

De l'aire, association drômoise travaillant sur des dispositifs de médiation artistique et culturelle dans les projets d'aménagement, était par nature intéressée pour accompagner RELIER et Pixel sur ce champ.

Le montage du projet

En résonance avec le thème retenu, cet événement a été construit dans une démarche participative avec les collectivités locales, associations, artistes et professionnels de l'architecture et de l'urbanisme désireux de partager

leurs idées et savoirs-faire. Un comité de pilotage ouvert a été mis en place pour affiner la problématique et définir le contenu des ateliers. La recherche des intervenants et l'organisation s'est poursuivie début 2011 avec le concours du **Collectif de la Remorque**.

Un contexte en phase avec la problématique

Zone à dominante rurale située à proximité de l'agglomération de Clermont-Ferrand, le territoire de Busséol et ses alentours est concerné au premier chef par ces questions d'urbanisme et de société.

L'installation de Pixel sur ce territoire constitue un espace de réflexion et d'expérimentation en lien avec la volonté des collectivités territoriales d'associer les habitants et usagers aux nouveaux choix et processus d'aménagement, en s'appuyant sur de nouveaux outils. En témoigne le projet d'ouverture d'un atelier public d'urbanisme à Pérignat-ès-Allier.

Les questions abordées

Les actions créatives et participatives en matière d'urbanisme sont aujourd'hui expérimentées par des acteurs ruraux et périurbains. Ces démarches originales s'inscrivent dans un contexte de profondes mutations des sociétés rurales (perte du lien à la terre comme base économique, perte de vitalité du bourg, pression urbaine, etc.), qui invitent à s'interroger sur l'urbanisme et le lien social dans les territoires ruraux.

Intégrant le principe d'une gouvernance participative, des collectivités mettent en œuvre des projets d'habitat et d'aménagement en sollicitant les habitants par des dispositifs de médiation sociale et culturelle. Ces démarches, si elles tentent d'impliquer les habitants sur des champs qui les concernent, restent contraintes par les échelles spatiales et temporelles, parfois éloignées des préoccupations individuelles. Quand elles visent une réappropriation des espaces et des choix d'aménagement par les habitants, elles interrogent aussi leur rapport à la vie de la cité, et aux espaces de décision et pouvoir. Il a aussi été question des outils et méthodes permettant de favoriser l'articulation entre les différents intervenants du projet urbain : experts, élus, habitants. Enfin la formation des citoyens, élus et professionnels à la participation, à l'architecture, à l'urbanisme a été pointée comme nécessaire pour la construction d'une culture commune, qui relierait expertises techniques, approches sensibles et éducation populaire.

Sommaire

Plénière d'ouverture	p 2 / 3	N° 4 – Les ingrédients et l'ingénierie du projet urbain	p 10 / 11
• Le sens d'habiter Intervention de François Guéry du GERPHAU • L'urbanisme rural : quelles spécificités ? Intervention de Murray Nelson de la Manufacture des paysages		N° 5 – Former / se former	p 12 / 13
		Conclusion	p 14
Les ateliers	p 4 / 13	Pour aller plus loin	p 15
N° 1 – Echelles spatiales et territoires	p 4 / 5	Les coorganisateur	p 16
N° 2 – Temporalité, médiation et acteurs	p 6 / 7		
N° 3 – Le rapport au politique	p 8 / 9		



Le sens d'habiter

*Intervention de François Guéry, enseignant chercheur en philosophie
université Lyon III, laboratoire GERPHAU
(Groupe d'études et de recherche philosophie, architecture et urbain)*

François Guéry s'intéresse au sens d'habiter, de vivre en cité, et tente de définir l'espace public. Le terme « habiter » renvoie au rapport que l'homme entretient avec les lieux de son existence. Habiter a une dignité, une importance, une valeur. Se loger renvoie à l'abri nécessaire à la survie, il ne contient pas toute la dignité humaine que le terme habiter semble englober. Au passif, un corps est habité lorsqu'une âme l'a pénétré de sorte qu'elle ne le lâche plus.

Étymologiquement, habiter, du latin *habitare*, contient deux notions : *habere*, qui renvoie au comportement, à la conduite ; et *ito*, qui apporte l'idée d'itération, de répétition incessante. Habiter c'est donc avoir incessamment un certain comportement, ou encore être au monde et s'en emparer sans jamais le lâcher. On retrouve la notion d'*habitude*, qui désigne une seconde nature, quelque chose que l'on est devenu.

Dans les campagnes françaises, il y a eu une lacune dans la transmission et le legs de la façon d'être au monde, d'habiter, une rupture dans l'entretien des formes d'habitat au cours du 19ème siècle. Cette déprise, cette cessation volontaire dans l'entretien des lieux nous empêche de reprendre le fil : quel sens donnons-nous à cet héritage qui n'a pas été transmis ? C'est le paradoxe de la France rurale : un monde vivant se transforme en un patrimoine à restaurer, en attente du sens vécu. Ce sens ne peut pas être la reproduction de ce qui a animé les campagnes, à l'époque où la France était un pays à dominante rurale. La campagne a besoin d'une urbanisation, mais pas celle qui consisterait à détruire ses espaces en les remplaçant par la ville telle qu'elle est dans ses formes actuelles. La jeune génération a du pain sur la planche, et l'énergie créative qui va avec, pour donner du sens à ces campagnes qui avaient cessé de vivre et qui doivent se réadapter aux standards d'aujourd'hui.

Urbanisme rural : quelles spécificités ?

*Intervention de Murray Nelson,
co-Président de l'association
La Manufacture des Paysages*

Le milieu rural est l'objet de nombreuses convoitises de la part de citadins désireux de quitter –au moins pour leur temps de loisir– le stress et le vacarme des villes. Nombreux sont ceux qui souhaitent (pour des raisons diverses, y compris financières) construire « au calme, dans un petit village, près de la nature ». Mais la petite taille desdits villages accentue l'impact de ces installations sur tous les plans. Est-ce qu'on peut continuer à qualifier de « village » un rassemblement de pavillons (dits « traditionnels »), chacun situé au milieu d'une parcelle dont la taille ne dépend que du portefeuille du nouvel habitant ? Est-ce que la vie de village tant recherchée est compatible avec de nombreux déplacements pour toutes les activités de la famille ? Et comment traiter la question des « anciens », de la protection des terres qui assurent la survie de certains, de leur propre droit à la construction ?

Les associations de soutien à l'auto-construction ou à l'urbanisme participatif et solidaire rencontrent un obstacle supplémentaire en milieu rural, créé justement par cette notion de convoitise de la ruralité : l'identification préalable des candidats à la construction en vue du processus de concertation nécessaire. Et, au-delà, elles doivent se poser la question de la possibilité de développement d'une démarche solidaire auprès de personnes dont la motivation principale peut consister à « consommer de la nature ».

Dans ce contexte, comment ne pas questionner le paradigme de l'accession à la propriété et ses conséquences sur l'urbanisme rural ? Pour les individus et les foyers à bas revenus, l'accès à la propriété en milieu rural et périurbain est souvent synonyme de paupérisation et de repli sur soi. En effet, les dépenses supplémentaires liées au statut de propriétaire –impôts fonciers, entretien de l'habitat, frais de mobilité– sont souvent plus importants qu'envisagés au départ.

Pour les collectivités, la propriété individuelle engendre une sollicitation importante des services sociaux et des difficultés liées à la gestion de l'espace (pression foncière, aménagement et création de réseaux pour l'eau, l'électricité, les déplacements). Enfin, pour la société, la multiplication des propriétaires implique l'augmentation des surfaces bétonnées (l'équivalent de la surface d'un département tous les 10 ans), des pollutions et atteintes à l'environnement, des consommations d'énergies croissantes (déplacements, constructions, matériaux), une diminution des surfaces agricoles, des modifications paysagères (mitage, occupation des terrains à potentiel agricole).

Le dogme du développement « à tout crin » du village ou de la ville, va souvent de pair avec cet idéal de la propriété individuelle. N'y a-t-il pas pourtant d'autres manières d'organiser la cité ?

chuchotement de participant

« L'espace rural peut être un terrain d'expérimentation privilégié. Il permet en effet de réfléchir sur d'autres modes de conception de l'espace pour éviter l'anonymat qui s'installe parfois en ville, malgré la proximité géographique. »



Echelles spatiales et territoires

Quels liens existent entre les différents territoires ruraux et urbains : concurrence, complémentarité, attractivité ? Quels enjeux urbanistiques sont induits par la spécificité agricole et paysagère des espaces ruraux ? A quelles échelles spatiales les projets urbains et les différentes formes de participation sont-ils possibles ? Quels dispositifs et espaces de travail mettre en oeuvre dans des projets urbains participatifs ? Les territoires ruraux peuvent-ils être des champs d'expérimentation ?

Une terminologie révélatrice de l'occultation du monde rural

Les concepts de l'aménagement du territoire induisent souvent une approche de l'espace rural en creux de l'espace urbain. Si le vocabulaire traduit parfois à juste titre le poids de la métropolisation sur l'organisation des territoires ruraux, il a tendance à occulter la réalité du monde rural, systématiquement vu comme dominé ou périphérique. L'organisation institutionnelle des territoires ne correspond pas forcément non plus à la réalité des bassins de vie ruraux, d'où la difficulté à penser et activer des projets d'aménagement et d'urbanisme appropriés à la campagne. L'application sans nuance d'un modèle urbain exogène est pointée dans nombre de projets.

Si certains documents tentent de prendre en compte les liens villes-campagne et les questions de mobilité, à l'image des ScoT -Schémas de Cohérence Territoriale-, les territoires concernés sont parfois gigantesques, trop pour élaborer des stratégies d'aménagement partagées malgré une volonté de mise en lien. Globalement, les différents échelons territoriaux et leurs compétences en matière d'urbanisme sont peu intelligibles pour la population.

De l'importance de la souplesse et de la transversalité dans les projets participatifs

Alexis Pernet, paysagiste et chercheur, a témoigné de l'expérience de l'**Atelier des paysages** développé avec le PNR du Livradois Forez sur 2 ans, où il a pu mesurer l'intérêt de travailler avec une équipe pluridisciplinaire (photographie, ethnobotanique, urbanisme...) sur un dispositif ouvert et évolutif, qui mêlait ateliers de réflexion publics et phases d'analyse. Quelle que soit l'échelle, il insiste sur l'importance d'avoir une « démarche relationnelle », d'aller vers les gens ; ce qui implique des efforts de médiation et une capacité d'adaptation aux réactions exprimées.

Nicolas Taillandier, du **Pays Combrailles en Marche** raconte comment les questions de paysage et d'urbanisme ont été traitées comme « leviers de développement local ». L'idée était de faire culture commune entre techniciens, élus, habitants. Pour remédier à la carence en ingénierie en milieu rural, l'**ALUR** - Atelier Local d'Urbanisme Rural - est créé : travail sur la qualité de la commande, nouvelles méthodes, mise en synergie des compétences présentes sur le territoire dans une logique intersectorielle. Il s'agit de décroiser pour remettre les acteurs en dynamique de projet. La convivialité est une des clefs de cette approche.

Sortir des schémas classiques et prendre le temps de faire ensemble

Le participatif prend du temps et demande une adaptation à chaque territoire et à ses différents acteurs. Faut-il un agent de développement généraliste dans chaque territoire, et à quel(s) niveau(x) ? Les courts temps d'intervention des collectifs d'accompagnement ou bureaux d'études limitent les possibilités d'appropriation des démarches par les habitants et leur aboutissement. Une piste serait de créer une complémentarité entre agents permanents et intervenants ponctuels, d'identifier des relais locaux.

Il semble aussi primordial de questionner sa propre posture et la légitimité des différents acteurs pour éviter le dispositif clef-en-main si on souhaite véritablement impliquer les participants, sans se réfugier derrière la « lourdeur administrative ». Cela passe par « faire ensemble et non pas juste sensibiliser ».

chuchotement de participant

« Le vocabulaire de l'aménagement du territoire a tendance à occulter la réalité du monde rural, systématiquement vu comme dominé ou périphérique. »

L'apport des approches sensibles et du terrain

Quels sont les freins à la participation des habitants ? Au-delà des difficultés techniques, il y a parfois une méconnaissance des acteurs entre eux, des incompréhensions (entre anciens et nouveaux usagers, habitants permanents ou de passage...) liées à des perceptions différentes du territoire. L'urbanisme, c'est aussi oser parfois modifier les règles et les méthodes habituelles pour permettre la participation de chacun à son niveau.

Laetitia Belala, architecte plasticienne, aborde la question de l'aménagement par une démarche personnelle et artistique. Fondé sur les sens et la perception, le projet **Détours en Haute-Loire** souligne l'identité du territoire par l'intermédiaire de cinq interventions pérennes, alimentées par un travail de terrain et de rencontre des habitants. La démarche confronte l'échelle du détail et celle du département, en mettant le focus sur des éléments symboliques du territoire (sources, lieux-dits, légendes, etc). Cette expérience questionne la dimension esthétique de l'aménagement des espaces ruraux, mais aussi la prise en compte du patrimoine naturel, culturel et architectural dans les constructions nouvelles. Le processus d'artialisation peut faciliter l'expression et la compréhension des enjeux en matière d'aménagement.

Combiner les approches « micro » et « macro »

Hugo Receveur (**La Motrice Paysage Urbain**) travaille avec **Thomas Hans** (**Architecture des paysages**) auprès des collectivités territoriales sur les modalités de limitation de l'étalement urbain, dans le cadre du projet de recherche **BIMBY**. Ce projet repose sur un processus participatif et s'intéresse aux parcelles de lotissements existants pour les densifier. Une étude du « gisement pavillonnaire » en France a révélé que 30 % de ce parc pourrait être divisé (ou refondu) afin de créer de nouveaux logements plus conformes à la taille et aux possibilités des ménages. Cela passe par un travail auprès des propriétaires des parcelles (ateliers publics, entretiens avec des architectes chez la personne, etc.) s'appuyant sur la production d'outils de partage des connaissances (cartes, images, photos aériennes ou autres outils numériques). L'objectif est d'élaborer des règles du jeu communes entre particuliers et collectivités, pour créer une synergie entre intérêts privés et intérêts collectifs.

chuchotement de participant

« Il est très important d'être clair sur l'objet et l'échelle de la concertation. »

Favoriser l'implication des habitants dans l'aménagement des espaces ruraux ? Un choix politique et des compétences techniques diversifiées

À la base de la participation, il faut une volonté sincère des parties prenantes, et notamment des responsables politiques du territoire. Cela implique d'une part des moyens à allouer, du temps à y consacrer et d'accepter le fait que la solution retenue ne sera peut-être pas celle à laquelle on pensait au départ... Il faut donc éviter d'arriver avec des solutions toutes faites, tâcher d'avancer chemin faisant. Être clair aussi sur l'objet et l'échelle de la concertation.

Ensuite, la participation repose sur la mise en place dans la durée d'une relation de confiance entre usagers locaux et observateurs extérieurs, fondée sur une bonne compréhension réciproque. Les élus locaux sont des relais essentiels de la démarche en amont, même si leur participation n'est pas forcément souhaitable à toutes les étapes.

La participation est possible à différentes échelles (parcelle, îlot, quartier ou village, Communauté de communes, SCoT...), mais jamais facile et doit être adaptée à chaque fois. S'ils ont la volonté réelle d'augmenter l'implication des usagers, les professionnels de l'aménagement ont intérêt à développer des compétences d'animation ou s'entourer de personnes qualifiées pour le faire, connaissant bien le territoire concerné. La méthode et le cadre jouent en effet un grand rôle : langage, horaires et lieux adaptés.



Temporalité, médiation et acteurs

Temps du projet, temps de la participation, temps de l'action artistique, temps politique : comment ces différents temps s'articulent-ils et comment leur donner les moyens d'exister ? Bénévolat, temps de travail et engagement citoyen dans les démarches participatives : comment aménager la coexistence des différentes échelles et contraintes de temps ?

De quel temps parlons-nous ?

Le temps de réalisation de la ville et du territoire est lointain pour celui qui les habite : « c'est quand les pelleteuses ont commencé à creuser que j'ai compris qu'il était trop tard ».

Ce temps long pourrait désigner le processus qui tend vers la construction d'une culture commune et désignerait ainsi la facette éminemment politique de l'urbanisme (vivre et faire ensemble).

Intervient dans ce processus l'incidence du temps électoral, de la perte du pouvoir pressentie et l'urgence de finir ce qui est commencé avant l'échéance. A une autre échelle, l'évolution des cadres, des dispositifs, des orientations décidées hors du territoire créent des variables supplémentaires.

Le temps de la création artistique

L'art, par sa genèse, est un temps en soi. Quand le médium artistique intervient sur la question de l'habitat, il est confronté à l'urgence des besoins sociaux. Pour ne pas être instrumentalisée et rester intègre, la démarche doit être en avance sur les besoins, ne pas attendre d'être attendue.

A l'émergence d'un projet, l'art provoque et favorise la rencontre. Comment pérenniser ces émergences ? Il manque souvent un accompagnement sur le long terme de la part des territoires et des élus. L'intervention artistique peut amorcer la mobilisation des acteurs, en créant de la surprise et des temps d'expression, mais elle doit s'inscrire dans une durée plus importante, pour aboutir à quelque chose qui dépasse l'intervention et avance vers la culture commune.

Le cadre et les moyens d'une intervention artistique

Comment mobiliser les habitants ? Faut-il aller les chercher un à un ? C'est souvent dans une relation de personne à personne que la mobilisation est possible et profonde, mais ce travail-là demande beaucoup de temps et d'énergie, pour une moindre efficacité.

Le rôle du médiateur serait alors de faire émerger les vrais besoins. Quels sont-ils ? Comment les rendre explicites sans prendre le dessus sur le processus ? Les impôts peuvent constituer un moyen pour ces projets. Pourquoi pas imaginer un financement public d'actions artistiques favorisant la médiation citoyenne ?

chuchotement de participant

« L'artiste doit être en avance. Pour intervenir il ne doit pas attendre d'être attendu »

Alexandre Cubizolles, directeur artistique de *Pixel13*, fort de ses expériences d'implication et de participation des habitants dans des projets de création artistique dédiée à un territoire, introduit l'atelier en posant des jalons de réflexion et de débat sur ces questions de temporalité. Ses questionnements en lien avec les différents temps d'investissement d'un territoire ou les temps d'intervention artistique sont des portes ouvertes à la discussion.

Jean-Pierre Buche, Vice-Président de la *Communauté d'Agglomération du Grand Clermont* et Maire de *Pérignat-ès-Allier*, évoque l'intérêt d'une démarche créative pour favoriser la rencontre entre les gens. Au départ, dans l'expérience du Grand Clermont, il s'agissait de repérer avec les habitants l'endroit où ils allaient habiter. Une Zone Pilote d'Habitat (ZPH) a été créée avec un bailleur social. La participation aux réunions publiques a été très modeste. Pour des raisons budgétaires puis électorales, le projet est alors ralenti. Émerge ainsi l'idée de créer un Atelier public d'architecture pour accueillir des architectes en résidence, réaliser un travail d'analyse et inciter à la participation des habitants via la construction de l'Atelier. Cette nouvelle initiative ne fait pas l'unanimité chez les élus : l'échéance des mandats et les négociations qui se jouent entre eux obligent à saucissonner le projet en phases intermédiaires. La réhabilitation d'un vieux bistrot fermé depuis 1959, -la maison Grenouille- et un contexte culturel favorable à la participation avec un événement clé dans le village -la capitale mondiale des épouvantails- ont provoqué la mobilisation de certains habitants, et l'envie de venir voir l'Atelier public d'architecture.

Sarah Harper, metteur en scène de la compagnie *Friches théâtre urbain*, travaille sur la porosité entre son lieu de création et l'environnement direct de l'atelier. Elle s'est en particulier intéressée à l'axe de communication Rouen - Paris, qui traverse la banlieue, la grande banlieue, la zone commerciale et industrielle, le péri-urbain, la campagne. En chemin, avec des photographes, caméramans, plasticiens, etc., des travaux approfondis ont été réalisés (films de fiction, film documentaire sur la vie d'une épicerie, travail sur l'histoire d'une usine en banlieue parisienne, randonnées, etc.) Les travailleurs et habitants ont accueilli les œuvres, des moments conviviaux informels se sont improvisés. Ici, l'action artistique semble être un prétexte, un socle commun favorisant le lien, la rencontre. Le temps de récolte de la matière dans la phase d'exploration a été primordial pour le résultat de la création. Après ce travail, deux collectivités, touchées par des guerres inter-gangs, ont sollicité Sarah Harper en quête de poésie pour retrouver de la paix et de la rencontre. L'artiste peut-il jouer le rôle du pompier ?

Points de vigilance et pistes

Le développement local constitue la rencontre entre des éléments endogènes à un territoire (une commune, une intercommunalité) et des éléments exogènes, faisant émerger des nouveaux rapports sociaux. La création artistique serait alors un élément exogène rencontrant une réalité sociale, culturelle, politique, géographique, économique et favorisant la participation et l'implication de ses habitants et acteurs.

La phase de création artistique participative devrait pouvoir trouver ses racines sur l'espace, le territoire concerné. Le besoin de temps de capitalisation de la matière première doit être pris en compte afin que le processus et le résultat soient en effet liés au territoire culturel, social, économique, géographique, politique du projet.

Le maître d'œuvre (architecte, urbaniste, artiste) et le maître d'ouvrage (élu, collectivité) ont intérêt à réfléchir aux modalités permettant de pérenniser la concertation et le processus, au-delà de « l'intervention d'amorçage ».

Le temps de l'aménagement prend plusieurs dimensions : il y a le temps du besoin immédiat et de l'urgence, le temps technique et administratif, le temps de la rencontre et de l'énonciation des enjeux et intérêts de chacun, et le temps du changement sociétal et culturel (par exemple lié à la crise énergétique et au besoin de transition).

L'idée d'un processus revient régulièrement. Il intègrerait, dans le désordre : médiations, participations, concertations, créations artistiques, temps, diversité des acteurs, prise de décisions, réalisations urbanistiques.

Un recueil d'expériences d'urbanisme participatif pourrait être un outil intéressant à développer sur internet (capitalisation des expériences et des outils).

Il y a un enjeu à créer des socles communs, apprendre à s'écouter et se comprendre, à travailler de manière décloisonnée : collectivités, artistes, associations, habitants, en privilégiant la pluralité des intervenants, des cadres (de formation, de financement, de conventionnement).

Le statut de « démonstrateur » (celui qui est en amont de la demande) permet de contourner le principe de l'appel d'offre. Il embarque la collectivité dans l'expérimentation, avant qu'une situation d'urgence se présente et impose de passer à l'action en brûlant les étapes intermédiaires.

chuchotement de participant

« Je me méfie des projets où il faut aller vite »



Le rapport au politique

Quels espaces de démocratie ? Comment proposer et permettre de nouveaux modes de vivre ensemble par et dans l'espace public ? En quoi l'urbanisme est-il un geste politique ? Quels sont les apports et les limites d'un projet urbain, d'une démarche participative ?

Constats

L'appropriation de l'espace public est une question culturelle. Effectivement, à l'instar des pays du nord de l'Europe, en France, l'espace public n'appartient pas à tout le monde, il n'appartient à personne.

Cela étant, depuis le début des années 2000, la loi impose la concertation du public pour élaborer un projet d'aménagement et le respect des bonnes conditions d'information du public pendant la réalisation des projets. Il existe aussi, en parallèle, des initiatives audacieuses de collectivités visant à impliquer les habitants dans l'aménagement de leurs espaces publics.

Mais il est difficile pour cette concertation et ces initiatives d'être fructueuses, et ce, pour plusieurs raisons : les vrais enjeux et les vrais arguments du projet politique ne sont pas toujours posés clairement ; la majorité des élus n'est pas formée ou n'est pas motivée pour mettre en place ce genre d'initiatives ; la dé-responsabilisation des habitants dans les prises de décision ; la difficulté des habitants à se projeter pour imaginer le territoire où ils vivent 10 ou 20 ans plus tard ; la priorisation qu'ils font dans leur implication face au nombre de sollicitations qu'ils reçoivent ; etc.

Et pourtant, il existe des outils ou des modes de mise en œuvre qui permettent d'amoindrir ces clivages entre les concepteurs et la population « utilisatrice ». C'est ce que nous avons pu voir dans cet atelier consacré au rapport au politique.

chuchotement de participant

« En France, l'espace public n'appartient pas à tout le monde, il n'appartient à personne. »

Quelle implication pour les habitants ?

Il ressort de ce débat que la notion de temporalité est très importante dans la participation des habitants : comment donner aux gens le temps de s'impliquer ? Sur quels créneaux ? Deux dynamiques existent : le temps long, qui est nécessaire pour faire émerger les idées, les débattre puis les tester et aller vers un véritable projet urbain concerté, et le temps court, qui fait écho au vivre ensemble, à l'expérience du chantier participatif et aux « petites » réalisations concrètes.

La richesse des dispositifs tant formels qu'informels permet donc d'éviter le formatage et d'impliquer les habitants en s'assurant qu'ils y prennent plaisir. De nombreux outils existent déjà : les comités extra-municipaux, les conférences citoyennes, les cafés citoyens, les chantiers, les associations médiatrices et/ou accompagnatrices, etc.

Pour les mettre en place, plusieurs options sont possibles : soit l'initiative émerge des habitants, soit les élus mandatent des médiateurs qui accompagnent le processus (CAUE, associations, etc.)

chuchotement de participant

« La résistance de la population à un aménagement n'est-elle pas le premier niveau de la participation ? »

La médiation par l'accompagnement

Lors de cet atelier, les trois témoignages principaux faisaient état d'un accompagnement au changement urbain, avec participation des habitants :

- À St Jean de Royans (26) : accompagnement d'une étude-action sur les espaces publics de la ville. En plusieurs étapes et par des biais créatifs, l'association *De l'Aire* a pu établir un premier diagnostic pour connaître les envies des habitants puis créer des espaces publics temporaires pour en tester les usages concrets.

- À Corbigny (58) : résidence de la 27^{ème} région avec deux designers, une sociologue et une médiatrice culturelle, dans la gare SNCF du village, pour travailler sur son devenir. Cette immersion de 3 semaines a permis d'ouvrir les portes de la gare et de faire émerger des idées quant à son utilisation future (abriter un réseau des gares rurales, accueillir un guichet multimodal, être un pôle de départ pour du co-voiturage, etc.)

- À Montpellier (34) : étude stratégique pour la gestion des terrains délaissés de la ville, chantier participatif orchestré par *Coloco* et mené avec les habitants et les agents des espaces verts, suite à la démolition d'un parking. Après une dizaine d'ateliers de concertation menés sur environ 6 mois, les 1080m² d'asphalte laissés nus ont été transformés en jardin en 48 heures.

Dans tous ces projets, la volonté des élus était bien là et a eu son importance dans la réussite du processus. Mais cela ne suffit pas : la diversité du public impliqué est à privilégier sur la quantité de participants, de même que la présence des élus sur le terrain est indispensable pour mobiliser les habitants en amont du démarrage de tels projets.

chuchotement de participant

« Le consensus n'est pas que chacun obtienne ce qu'il voulait au départ, mais que tous se satisfassent du résultat. »

La règle et la spontanéité

Dès le départ d'un projet, les règles et les espaces de démocratie doivent être clairs. C'est ainsi que le système de démocratie représentative (institutionnelle et réglementaire), qui fait appel à l'initiative des élus dans la volonté de changement, peut croiser la démocratie populaire et spontanée (les initiatives populaires ou faisant appel à la participation de la population).

La place de la spontanéité et du bricolage est donc très importante dans la règle. Il faut voir la participation comme un mode de vie et de fonctionnement quotidien et non comme une mécanique à orchestrer. C'est seulement de cette manière qu'on pourra s'assurer qu'elle ne relève pas de « l'achat de la paix sociale ».

La résistance au changement ou à défaut la méfiance entraînée par ce type de projets engendre par ailleurs des conflits qu'il ne faut pas chercher à éviter : le rapport de force, la résistance de la population à un aménagement n'est-il pas le premier niveau de la participation ? De même, il faut laisser la place à l'expérimentation, aux chemins de traverse, au renoncement et à la reformulation d'un projet, car c'est exactement dans ces espaces que la participation des habitants est importante pour pointer ce qui ne fonctionne pas et ce qui fonctionnerait.

Au final, l'urbanisme est au cœur d'un projet de société qui ne pourra évoluer que si la volonté politique de changement et de participation est là.



Les ingrédients et l'ingénierie du projet urbain

Quels sont les outils et les méthodes permettant de favoriser l'articulation des différents acteurs ? Comment prendre en compte l'avis des experts et des habitants sans les sacraliser ? Quels accompagnements possibles ? Urbanistes, sociologues, artistes, animateurs ? Quels financements ? Comment éviter les recettes toutes faites ?

Constats et questions

L'expertise d'usage

Quel degré de connaissance et de pertinence ont les habitants concernant leur lieu de vie, et comment l'intégrer aux pratiques professionnelles ? Quelle autonomisation des habitants face aux questions d'urbanisme ? Quels outils pour mobiliser largement ? Comment parler la même langue ? Qui est légitime pour valider les grandes décisions des projets d'urbanisme ? La concertation doit-elle être la règle à toutes les étapes ? Comment capitaliser les expériences ? Quelle transmission aux nouvelles générations et aux nouveaux arrivants ?

L'habitant, c'est qui ?

On parle toujours de l'habitant, comme un sujet extérieur à soi : l'habitant, c'est l'autre. On est tous habitant quelque part, même quand on n'est pas inscrit sur le cadastre... On a tous des besoins et des pratiques qui sont liés à l'autre et à soi.

Des enjeux

L'étalement urbain et la mixité fonctionnelle dans les villes et les villages (un lieu pour plusieurs usages : habiter, se déplacer, produire...) sont des problématiques récurrentes lorsqu'on parle de politique de la ville.

La propriété individuelle, élevée comme valeur de référence dans notre société, pourrait-elle être remise en question ?

L'autonomie de la société civile, l'autonomie collective, la souveraineté et la responsabilisation semblent nécessaires pour prendre part à l'évolution de la ville et de l'habitat. Attention toutefois à la dérive individualiste et à l'isolement.

Il est important d'analyser la place des « sachant » et des « non-sachant » dans les projets urbains participatifs.

Enfin, l'échelle spatiale des projets est à choisir avec précaution : elle déterminera le degré d'appropriation des habitants dans la démarche.

chuchotement de participant

« Ce qui est important, pour les habitants, c'est la démarche : être entendu par des élus sur la modification de leur cadre de vie, et non sur la couleur du banc »

Quelques ingrédients

Témoignages

Polimorph développe différents outils permettant d'avancer vers des visions partagées d'un territoire ou d'un projet : le relevé des opinions, incitant à l'observation, donne à voir ce que l'on ne cherche pas, le carnet de bord permet d'en garder la mémoire. La démarche de **Polimorph** va consister à chercher des moyens de participation autres que la parole.

Philippe Verdier a participé à la création d'un atelier d'urbanisme et d'architecture pour réfléchir au développement d'un centre-bourg créé de toutes pièces pour relier deux villages ruraux entre eux. Il s'est intéressé aux attentes profondes des habitants, attaché à déceler le discours latent qui se cache derrière le discours manifeste des personnes rencontrées.

Robins des villes est une association créée en 1997 par des architectes désireux de descendre le métier d'architecte de son piédestal, pour rendre la ville aux usagers et aux habitants. Elle cherche des formes pour sensibiliser, élaborer des contreprojets avec des habitants pour défendre des lieux devant être détruits, reconnaître l'expertise d'usage des habitants. Elle privilégie le travail en groupe fermé, entre soi (par exemple en milieu scolaire), pour faire apparaître les conflits potentiels. Les habitants sont amenés à découvrir les outils et contraintes des professionnels par l'intermédiaire des maquettes pédagogiques comme « La Ville en valise » ou des visites de chantier.

Responsabilisation

Aux Pays-Bas, chaque habitant est responsable de son environnement, il n'y a pas d'aller-retour avec les institutions. Ainsi, les habitants peuvent intervenir spontanément sur les digues qui protègent leurs habitats. A Brenne, en Allemagne, les habitants ont un droit de veto, qu'ils exercent très peu. C'est surtout en co-produisant des solutions et en participant qu'ils prennent leurs responsabilités.

La relation habitant, élu, technicien

Si on met en relation les habitants, les élus et les techniciens, il faut qu'il y ait des engagements

chuchotement de participant

« Brûler des voitures n'est-il pas un mode d'expression ? »

mutuels dans cette triangulation. Les élus ont un programme, ça les intéresse de réaliser un accueil et une participation, néanmoins ils craignent parfois de ne plus maîtriser le projet. L'habitant doit prendre en compte un cahier des charges, mais l'élu doit s'engager à modifier son projet.

Dans les budgets alloués à l'aménagement et la réhabilitation de lieux publics, 1% du montant pourrait être affecté à la mise en œuvre de la participation.

La richesse du processus

L'intérêt du projet, c'est le processus. Il faut multiplier les outils pour mobiliser davantage les usagers et élargir la participation. Une approche sensible et émotionnelle peut être complétée par une approche plus technique. Les temporalités différentes doivent être nommées en amont pour permettre l'implication de tous en connaissance de cause : information sur le début et la fin du projet, rythmes variables des différents acteurs (habitants, techniciens, élus, intervenants extérieurs), horizons et aspirations hétérogènes.

Une démarche participative nécessite plus de temps que celui envisagé dans les appels d'offre ou appels à projets. La matière est plus épaisse, les moments d'appropriation sont plus longs. Il est souvent nécessaire de créer des situations d'apprentissage de la participation adaptées à chacun : habitants, techniciens, experts.

La mémoire du projet est primordiale, d'où l'intérêt de réaliser un livre de bord, voire de filmer régulièrement pour rappeler les enjeux et les questions posées.

L'objet de la participation

On sollicite trop souvent les habitants sur la forme, et non pas, en amont, sur le fond, sur les espaces auxquels ils aspirent au-delà de chez-eux. Il faut donc s'interroger davantage sur l'objet que l'on peut soumettre à la participation.



Former - se former

Citoyens, élus, experts et institutionnels : comment développer une culture commune de l'espace, de la participation ? La sensibilisation à l'architecture et à l'urbanisme, un premier jalon ? Un outil du retour critique ? Education populaire, approches sensibles, expertises techniques : quelles formations ? pour qui ? pour quoi ?

chuchotement de participant

« Pour que les habitants se sentent concernés, il faut parler d'eux, de chez eux. »

Pistes d'actions**Comment mobiliser, impliquer, créer le débat ?**

Il s'agit d'abord d'identifier un besoin, de faire émerger des thématiques qui rassemblent, savoir pourquoi et comment aller vers une transformation sociale, politique, territoriale (comment montrer ce besoin de changement ?). La participation est-elle une finalité ou un moyen ? Quels sont nos objectifs, au-delà de la convivialité ? Si l'expérience et les désirs des habitants nous intéressent vraiment, tentons d'éviter la simple consultation, les réunions publiques, faisons connaître les droits des habitants, et leurs bénéfices à participer.

C'est à nous, acteurs sociaux, d'aller vers et de créer une relation de confiance avec les habitants. Nos interventions sont-elles suffisamment intéressantes et attrayantes pour piquer la curiosité et amorcer un processus de formation ?

Proposer du faire, du palpable, de la mise en situation. Visiter les habitats, les lieux qui ont eu une pratique innovante, les jardins et chantiers participatifs par exemple. Diversifier les actions, les formes, les lieux, les moments, pour diversifier les publics. Qui fait cela, avec qui, dans quelles conditions ? C'est très énergivore et chronophage. Comment finance-t-on ? **La Manufacture des paysages** travaille sur ces questions.

Il faut inviter de manière personnalisée, parfois faire un détour, proposer d'autres manières de se réunir, créer de la proximité (repas, animations, moments de convivialité qui donnent envie de se rencontrer, de parler et d'échanger). Il faut en plus s'inscrire dans la durée pour espérer créer de nouveaux liens sociaux. Le designer **Gaëtan Mazaloubeaud**, de l'association **CoHabitat** réfléchit à comment accompagner, dans un premier temps, pour se réunir, puis échanger, et enfin délibérer en utilisant plusieurs outils (cartons d'invitation, plateforme internet, jeux, construction de lieux adaptés pour « faire réunion », cartographie des envies et des usages, bibliographie pour rendre accessibles les expertises).

Pour informer et mobiliser la population, autant s'appuyer sur les manifestations et activités des structures déjà existantes. L'école et les centres sociaux sont des réseaux précieux. Il peut aussi être utile de se faire connaître et reconnaître par les institutions et autres acteurs et identifier les freins, les différences de représentations, mais aussi identifier les passerelles et ce qui rassemble.

Et l'éducation populaire ?

L'éducation populaire milite pour une diffusion de la connaissance au plus grand nombre afin de permettre à chacun de s'épanouir, de développer un esprit critique, de trouver la place de citoyen qui lui revient et d'agir dans la société, notamment collectivement. Elle vise l'émancipation et la résistance.

Les outils sont extrêmement variés suivant les objectifs et les associations. Sur la question de l'urbanisme, l'éducation populaire est un outil pour la réappropriation de l'espace public par les habitants. La vigilance et l'auto-défense intellectuelles qu'elle peut induire seraient des garde-fous contre les bourgs et villes construits et déployés sans leurs habitants, et sans intention collective d'organiser l'espace en fonction de la façon dont il est habité.

L'art et la culture peuvent intervenir comme leviers pour identifier le bien commun, par une entrée poétique et sensible. Ce sont aussi des champs pouvant démultiplier les rencontres.

Le lien entre institutions / élus et associations

Quels liens existent entre les professionnels de l'urbanisme, le public, et les associations d'éducation populaire ? Comment utiliser la richesse de ces savoir-faire ? Quels liens et interactions avec les élus ? Ils repèrent, financent, utilisent les travaux portés par les associations avec de bonnes ou de mauvaises intentions. Quand les collectivités délèguent aux associations des services de médiation, les moyens alloués à ces travaux sont souvent en-deçà de l'importance de la tâche à réaliser. De leur côté, les associations passent souvent beaucoup de temps à créer du projet, le vendre et le justifier, plutôt que d'incarner le rôle social et l'action pour laquelle elles existent. Le rapport entre le temps nécessaire à l'élaboration d'un dossier de financement et le financement réellement alloué pose souvent question et induit une précarité (du côté associatif comme du côté institutionnel), puis de l'épuisement.

chuchotement de participant

« L'éducation populaire est un outil pour la réappropriation de l'espace public par les habitants. »

Constats / état des lieux**La formation des élus**

Comme point de départ, il y a l'idée que les élus ont trop laissé de choses se faire sans eux. Ils ont besoin de trouver un sens politique à l'urbanisme, d'en définir les objectifs et les enjeux pour leur commune. Expliquer que l'intérêt commun n'est pas la somme des intérêts individuels ne suffit pas pour construire un projet. Comment montrer que l'urbanisme n'est pas qu'un ensemble de contraintes règlementaires ? Qu'en est-il du droit des élus à expérimenter et faire des erreurs ?

Pour les élus, il est parfois plus facile de voir et déceler les problèmes sur les autres communes, bien qu'ils aient les mêmes chez eux. Ils se sentent moins isolés et sont attentifs aux solutions apportées. Les **Parcs Naturels Régionaux du Livradois-Forez et des Volcans d'Auvergne** ont mobilisé des élus pour travailler sur les paysages périurbains. Avec **le Grand Clermont**, ils ont organisé un voyage d'études en train, pour observer et commenter avec des élus ce type de paysages. Un ouvrage relatant des scénarios possibles d'aménagement a été édité, et une exposition de photos, commentées par des habitants, réalisée.

La formation des architectes et urbanistes

Les architectes et les urbanistes ont souvent des outils déjà établis et interviennent parfois très tard dans les projets de participation des habitants : comment leur montrer que leurs méthodes ne sont pas toujours au point ? Comment construire de nouveaux

outils plus pertinents pour nourrir l'imaginaire et susciter le débat ? Des formations à la médiation et la sensibilisation pourraient-elles être proposées ?

La formation des habitants

Pour que les habitants se sentent concernés il faut parler d'eux, de chez eux, les inviter directement.

Parfois des associations sont mandatées par un élu pour recueillir des avis sur tel ou tel sujet : leur mission doit mobiliser pédagogie, psychologie, capacité d'écoute, etc. Mais se pose la question de l'envie ou l'espoir que suscite ce genre de démarche. Que reste-t-il s'il n'y a pas de projet concret derrière ? Le risque : parler pour ne rien faire, instrumentaliser la participation. Est-on vraiment prêts à accueillir ce qui ressort de ces expériences ? Souvent, il faut une réalisation, quelque chose à finir et à montrer, qui ne sera pas toujours le résultat du processus. Les effets d'une démarche participative sont rarement mesurables, identifiables, palpables. Et pour ceux qui sont pressés, ceux qui sont face à l'urgence de la précarité, la démarche apportera rarement du mieux-être immédiat.

Bien préparer c'est prendre beaucoup de temps, que faire face à ce paradoxe ? Enfin se pose la question de comment faire participer des gens quand ce sont des futurs locataires pour l'instant non identifiés ?

Il paraît important d'établir des fonctionnements, un état d'esprit, une formation intellectuelle qui inscrira les projets et la dynamique collective dans la durée.



Le 1-2-4-8, ou comment extraire la substance

En fin de rencontres, il a été demandé à chaque participant de prendre un moment pour identifier et écrire les deux points ou questions les plus marquantes de cette édition d'après lui. Au moins un des deux points devait aborder le fond des questions soulevées mais il était possible de s'exprimer sur la forme et l'esprit des rencontres. A l'issue de cette première phase, les participants se sont mis par deux et ont échangé sur leurs arguments pour ressortir à nouveau deux idées marquantes des deux jours. Même processus ensuite à quatre personnes, puis enfin à huit.

Les points retenus par les groupes de huit ont été affichés au mur et chaque participant a finalement indiqué les deux propositions finales qui lui semblaient les plus pertinentes. C'est ainsi que les grands enjeux se sont dégagés.

Convivialité et spontanéité, reconquête de l'espace public

« Apprendre à faire ensemble et y trouver du plaisir », « réinventer ensemble une appropriation spontanée de l'espace public », « valoriser, écouter les manifestations spontanées (tout acte dans l'espace public est déjà une participation) ». Plusieurs groupes ont retenu l'importance de passer des bons moments, de faire ensemble et ainsi retrouver ce qui nous relie à l'espace public, à la vie de la cité. Finalement, le premier niveau de la participation ne se décrète pas, il est spontané et souvent ignoré... alors qu'il en dit long sur les rapports que nous entretenons avec l'espace qui relie nos vies.

Dialogue des savoirs et des compétences, culture commune

« Défendre la double compétence d'accompagnement participatif et d'expertise pour construire la cité », « avoir un langage commun dans l'action », « avoir un socle et une culture commune », « retrouver une volonté citoyenne intergénérationnelle et interculturelle commune », « prendre en compte la singularité de chaque projet ». Plusieurs participants interpellent nos cultures cloisonnées, nos groupes et nos appartenances, notamment professionnelles, et invitent au dialogue. L'éducation populaire aurait encore toute sa place, et gagnerait à la prendre pour activer participation, animation, mutualisation et action collective. Il faut pour cela donner les clés à tout le monde.

L'importance du processus, et d'en conserver la mémoire

« La participation demande de construire un processus, peu importe le résultat ». A été soulignée aussi la « nécessité de mettre en forme ce qui émerge des travaux et démarches afin de constituer la connaissance : capitaliser ». Le processus, c'est

aussi la manière dont on traite de la complexité, « cette notion qui apparaît dans la multitude de choses à prendre en compte : horizontal, vertical, et transversal, projet, commanditaire, acteurs, démarches, outils, etc. »

La participation : fin ou moyen ?

Le débat, pendant deux jours, a finalement beaucoup tourné autour de cette question... sans vraiment y répondre. Quelques recommandations quand même : « quand la participation n'est qu'un moyen, c'est mieux d'annoncer la couleur », « en terme de participation, il ne faut pas forcément viser le grand nombre mais plutôt la diversité », « la participation demande de passer à l'action, la créativité passe par le faire ensemble, l'abstrait n'accroche pas le citoyen », « que l'art soit l'outil, le dénominateur commun d'accès au plaisir, au projet », « participer c'est accepter de déconstruire pour œuvrer à un bien commun ».

Et la participation dans les rencontres ?

Resentis comme théoriques, les débats ont probablement reproduit les écueils des modes de réunion et de prises de parole conventionnels. Il a manqué, au cours de ces deux jours, de pratiques et d'outils concrets à appliquer, de moments créatifs reposant sur d'autres médiums que la parole. Certains ont aussi pointé une « opération de participation sélective », pas forcément consciente de la part des organisateurs et participants. Ceci dit, plus de 120 personnes, issues de divers horizons se sont retrouvées à Busséol. Ceux qui ont fait le déplacement étaient très motivés et ont tissé ou renforcé des liens au cours de ces rencontres.

Synthèse éloquente

« L'espace public ça pique et l'environnement songe. »

Celle qui met tout le monde d'accord

Voilà la proposition qui a emporté le plus d'adhésion :

« *Pas de recette pour solution locale d'urbanisme et pourtant la grand mère disait toujours : avec des bonnes choses on ne peut faire qu'un bon projet (à doser selon les ingrédients disponibles) :*

- une pincée d'inventivité / créativité

- plusieurs louches de temps et d'engagement

- un parfum de liberté

- un zeste de cadre réglementaire

- laisser monter l'assoc'

- y mettre chacun son grain de sel

- faire mijoter et entretenir

le feu sacré

- ne pas oublier de rajouter régulièrement de l'oseille

A déguster sans modération en n'oubliant jamais de la partager avec ses voisins... Mutualiser ne nuit pas à la santé ! Pas d'omelette sans casser des œufs. »

Les espaces détente et découvertes

Investissant les espaces publics du village de Busséol et le jardin du Quartier Général de Pixel, les espaces détente et découvertes ont été mis à mal par une pluie battante, empêchant en partie le bon déroulement des rencontres en plein air. Toutefois, ateliers et expositions ont trouvé leur place.

Après la première partie des ateliers le jeudi, les participants ont ainsi eu le choix entre diverses propositions : un *café-diapo sur le projet urbain* participatif animé par Philippe Verdier, la visite guidée de l'*Atelier public d'architecture* en projet de *Pérignat-ès-Allier*, ou encore la présentation de la mallette pédagogique *La Ville en valise* par les Robins des villes.

Côté expos, le comité des chômeurs de Morlaix et les Moyens du Bord ont apporté avec eux un morceau des *jardins solidaires du Pays de Morlaix*, sous forme de dessins, plans et photos, pour raconter les rencontres et les expérimentations qui y ont cours.



Pour aller plus loin

SITES INTERNET

>> En lien avec les thèmes des ateliers

Atelier 1

- Pays Combraille en marche : www.payscombrailleenmarche.org
- LMPU (La Motrice Paysage et Urbanisme) : www.bimby.fr

Atelier 2

- Friches théâtre urbain : www.witnessn14.org ; witnessn14.canalblog.com
- Commune de Pérignat : www.perignat-es-allier.fr/

Atelier 3

- De l'aire : www.delaire.eu
- www.parcs-massif-central.com/nos-actions-accueil-des-nouvelles-populations_fr_02_03.html
- CoLoCo : www.coloco.org

Atelier 4

- Polimorph : www.polimorph.net
- Robins des villes : www.robinsdesvilles.org

Atelier 5

- La Manufacture des paysages : www.lamanufacturedespaysages.org
- Parc du Livradois Forez : www.parc-livradois-forez.org/paysages-periurbains

>> Autres sites internet pertinents

- GERPHAU : www.gerphau.archi.fr
- Association habitat et développement : www.habitatdeveloppement.fr
- Réseau habitat groupé : www.reseauhabitatgroupe.org
- Habitat et participation (Belgique) : www.habitat-participation.be
- www.logement.gouv.fr
- La 27ème région : www.la27eregion.fr
- Bruit du Frigo : www.bruitdufrigo.com
- Les Moyens du bord : lesmoyensdubord.free.fr
- La Cartonnerie : lacartonnerie.blogspot.com
- Sauzé en chantier : sauze-en-chantier.over-blog.com/
- Rencontres des pratiques socio-culturelles de l'architecture : www.architecturesocioculturelle.org

OUVRAGES

- Bouchain Patrick – *Construire autrement, comment faire ?* Actes Sud, 2007
- De l'aire – *Cobonne*, 2008
- Lagrange Christian – *Habitat groupé - écologie, participation, convivialité*, Terre Vivante, 2008

Les Parcs naturels régionaux des Volcans d'Auvergne et du Livradois-Forez ont quant à eux exposé des photos de *Paysages périurbains* commentées par les habitants et l'association Pixel a présenté l'exposition *Torchons*, diaporama textile de l'univers Pixel et de ses projets : ateliers jeunes publics, installations sur l'espace public, rencontres, projections. Mais il a fallu renoncer au reste de la scénographie et à l'aménagement extérieur du Quartier général, qui devait accueillir la partie festive des rencontres, en raison des intempéries.

Enfin, d'autres espaces étaient dédiés à la consultation de ressources diverses : un *juke-box vidéo*, proposé par l'association Pixel, avec des films à visionner à la carte ; et la remorque *Entre-sort de lecture* « *Au fil des mots* », abri-bibliothèque confortable où les pantoufles sont mises à disposition, qui a finalement aussi hébergé un stand de la librairie auvergnate *Les mots bleus*.

Et pour clore cette édition, la projection du film d'animation *Amer béton* de Michaël Arias a rassemblé les derniers participants sur place, ainsi que les habitants de Busséol.

• La Manufacture des paysages, sous la direction de Kohn Bernard

Regards croisés sur un territoire, éditions de l'Espérou, 2006

• La 27ème région – *Design des politiques publiques*, la documentation française, 2010

• Marion Christian – *Participation citoyenne au projet urbain*, l'Harmattan, 2010

• Paquot Thierry, Lussault Michel et Younès Chris – *Habiter : le propre de l'humain – villes, territoires et philosophie*, La Découverte, 2007

• Territoires en résidences – *Corbigny, la gare rurale de demain*, 2010

• RELIER, cahier 0 – *Habiter autrement nos espaces ruraux*, 2009

• RELIER – *Portraits de lieux en vie, regards croisés sur l'habitat rural*, livret et diaporama, 2010

• Verdier Philippe – *Le projet urbain participatif*, ADELS - Yves Michel, 2009

REVUES / COMPTE-RENDUS DE COLLOQUES

• ADELS, territoires n°508, mai 2010, dossier

L'habitat coopératif, une troisième voie pour le logement ?

• CAUE 47, journées d'études, Agen, 1er et 2 octobre 2008

Urbanisme raisonné en milieu rural

• Conseil national de l'habitat, Groupe de travail Habitat et territoires

Rapport avril 2007

• Ecologik n°19, architecture, ville, société, énergie, février – mars 2011

Villes en transition, nouvelles formes d'habitat

• Geste n°5, automne 2008 – *Habiter*

• GREP, revue POUR n°195, octobre 2007 – *Dossier habitat rural*

• Revue Rue Descartes, Paris, Presses Universitaires de France – 2009 –

Droit de cité

• Sous la direction de François Guéry, collection Milieux, éditions Champs

Vallons – *L'idée de la ville : actes du colloque international de Lyon*

AUTRES OUTILS

• Mallette pédagogique : *La Ville en valise* - Robins des Villes

• Documentaire : *Huis clos pour un quartier*

documentaire de Serge Steyer - *Mille et Une. Films*

• Documentaire : *Un monde pour soi*

Yann Sinic et Nathalie Combe, Parcs naturels régionaux de France

GLOSSAIRE

• SCOT : *Schéma de cohérence territoriale*

• PNR : *Parc naturel régional*

• CAUE : *Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement*

• PLU : *Plan local d'urbanisme*

• ZPH : *Zone pilote d'habitat*

Les coorganisateur



PIXEL développe un projet culturel de sensibilisation à l'architecture, la ville et les territoires en interaction avec le champ artistique. Les projets PIXEL rassemblent divers acteurs de la création dans une démarche expérimentale, pluridisciplinaire et transversale, autour de plusieurs domaines complémentaires :

- Interface architecture(s) / art(s) / territoire(s) : création, production et réalisation de projets hybrides sur les espaces publics, questionnant notre cadre de vie.

- Transmission : ateliers de création et actions pédagogiques auprès du jeune public, formation.

- Diffusion de la culture architecturale et urbaine : organisation d'événements, médiation, publications, réflexion

Installée à la Friche la Belle de Mai à Marseille depuis 2001, PIXEL développe aujourd'hui ses activités autour de problématiques du péri-urbain, de la ruralité et du paysage en ouvrant en 2009 QUARTIER GÉNÉRAL à Busséol, laboratoire de développement culturel en milieu rural. PIXEL regroupe autour de son projet culturel un collectif de personnalités engagées dans de nombreux secteurs de la création.



Fondée en 1984, RELIER est une association nationale d'éducation populaire qui agit principalement en espace rural. Elle valorise les initiatives et expérimentations qui tissent des solidarités en combattant l'isolement et l'individualisme. Elle contribue ainsi à la résolution des problèmes rencontrés par les ruraux en diffusant les savoirs-faire, les connaissances et les projets qui oeuvrent pour des formes d'activité redonnant vie à la campagne. RELIER travaille la question de l'Habiter depuis 2007 suite à un chantier sur l'accès solidaire au foncier agricole.

PIXEL

6, place Saint André
63270 Busséol
04 73 78 23 20
pixel@pixel13.org
www.pixel13.org



Association RELIER

1, rue Michelet
12 400 St Affrique
05 65 49 58 67
contact@reseau-relier.org
www.reseau-relier.org

RELIER et Pixel tiennent à remercier la commune de Busséol qui a mis à disposition tous ses locaux disponibles pour le bon déroulement de la manifestation, ainsi que la DRAC Auvergne, la Communauté de communes d'Allier Comté Communauté, le Pays du Grand Clermont et l'association la NEF. Merci également aux Ecoles Nationales Supérieures d'Architecture de Clermont-Ferrand et St Etienne pour la mise à disposition d'ouvrages pour l'Entre-sort de lecture, aux comités des Fêtes de Busséol et Yronde-et-Buron pour le prêt de matériel, ainsi qu'aux pompiers et à la mairie d'Yronde et Buron. Merci à la librairie Les mots bleus. Les partenaires financiers du programme habitat de RELIER ont aussi rendu possible l'organisation de ces rencontres. Le Collectif de la Remorque a géré en grande partie la scénographie et la régie. Merci enfin à l'ensemble des participants, témoins et intervenants qui se sont déplacés et ont contribué à la réussite de cette manifestation.



Crédits photos :
Lasserre Estelle
Pixel

Conception graphique :
Brault Stéphanie
http://fotostef.wordpress.com/



Le programme
"Habitat" est co-
financé par l'Union
Européenne.
L'Europe s'engage dans le Massif
Central avec le Fond Européen
de Développement Régional.

